REPONSES DES CANDIDATS

QUESTION 1

Question proposée par le groupe de Nancy d'Amnesty International et soutenue également par, le MAN, le MOC, le Mouvement de la Paix.

Depuis 2018 en France, des millions de personnes sont descendues pour manifester pacifiquement contre la montée des inégalités sociales et économiques, pour les droits des femmes, le climat ou encore la réforme des retraites ou les violences policières..La grande majorité des manifestants a été pacifique mais un certain nombre ont été exposés aux gaz lacrymogènes, aux grenades ou à des tirs de LBD40.Certains ont été arrêtés arbitrairement, privés de liberté lors de gardes à vue traumatisantes, voire avoir dû faire face à des poursuites pénales sans avoir commis aucun acte violent.

Question : Êtes-vous prêt-e à vous engager et prendre position pour protéger et défendre le droit de manifester ?

Réponses

Nordine Jouira : on vient de vivre un quinquennat qui a montré des méthodes insupportables lors des manifestations et n'a pas respecté le droit de manifester. Ceci a conduit à de nombreuses dénonciations européennes. Une grande démocratie doit faire respecter les droits fondamentaux. Oui, je m'engage à faire respecter le droit de manifester et à faire interdire l'utilisation des LBD, des grenades et des techniques de nasse. Il faut faire vivre l'expression citoyenne et populaire à tous les étages, notamment à travers le mouvement associatif qui est indispensable pour veiller au respect des droits fondamentaux.

Stéphane Hablot : Le gouvernement actuel a été machiavélique. Ses méthodes me rappellent les méthodes employées lors de la révolte des ouvriers de Longwy. Répondre par la violence au droit de manifester qui est fondamental est scandaleux, de même qu'utiliser les armes. Évidemment, je défendrai ce droit à manifester comme je l'ai fait lors de la garde à vue lors des manifestants locales. Lorsqu'il y a une bonne cause, je suis aux côtés de ceux qui manifestent et ferai tout pour les laisser s'exprimer. Quelqu'un qui se dit fidèle aux lois de la république ne peut interdire le droit de manifester et je défendrai les lois qui protègent ce droit à manifester. J'agirai en mon âme et conscience pour protéger ce droit, avec vigilance et si nécessaire en opposition avec les consignes du parti.

QUESTION 2

Question soutenue par l'AFPS et également par l'ASPS et le MAN

Selon le droit international, les États tiers ont l'obligation de cesser les relations économiques avec les colonies israéliennes. En effet, la 4e Convention de Genève indique que les États parties doivent « *faire respecter* » le droit international humanitaire. Les États tiers ont en outre l'obligation de ne pas reconnaître comme licite une situation illégale, et de ne pas prêter aide ou assistance au maintien d'une situation illégale.

Le 8 septembre 2021, la Commission européenne a enregistré une initiative citoyenne européenne (ICE) demandant l'interdiction du commerce avec les colonies, reconnaissant que cette interdiction serait une mesure commerciale et non pas une sanction. À partir du 20 février 2022, cette ICE sera ouverte à la signature des citoyens européens.

Des propositions de loi pour l'interdiction du commerce avec les colonies sont examinées dans plusieurs pays européens (Irlande, Finlande).

Question : Vous engagez-vous à promouvoir l'adoption de législations nationales et/ou européennes visant à interdire le commerce avec les colonies israéliennes ainsi que l'importation des produits marocains du Sahara Occidental occupé ?

Réponses

Nordine Jouira : la priorité est de réactiver la diplomatie française pour faire appliquer le droit international et aller vers une désescalade. Si cela ne permet pas d'avancer, il faudra alors envisager des mesures comme l'interdiction des produits des colonies israéliennes. Il ne comprend pas que l'on mette sur le même plan la question du Sahara Occidental et celle des colonies israéliennes. Pour ce qui est du Sahara Occidental, il faut chercher à éviter l'embrasement de la région.

Stéphane Hablot : il ne peut pas y avoir deux poids, deux mesures entre d'un côté Israël et de l'autre la Russie, mais il faut faire attention à ce que les principales victimes de sanctions ne soient pas les populations civiles. En la matière, l'interdiction du commerce prônée est limitée aux colonies israéliennes et donc il est favorable à cette interdiction. Pour ce qui concerne le Sahara Occidental, s'il condamne par principe toute colonisation, il rejoint Nordine Jouira quant à la prudence dont il faut faire preuve sur cette question.

QUESTION 3 :

Question soutenue par la Cimade, et également le CCFD et Amnesty International

La responsabilité de l'État français dans l'accueil des migrants est fondamentale. Leurs droits à un titre de séjour nécessitent une étude de leur situation personnelle, familiale, professionnelle analysée à travers un dossier déposé en préfecture, puis un rendez-vous.

La dématérialisation de toute cette procédure aboutit aujourd'hui à ralentir l'obtention des titres de séjour et à "invisibiliser les indésirables". La préfecture de Nancy est particulièrement en pointe puisque à ce jour un seul type de demande peut encore se faire par courrier. Cette dématérialisation a un coût : c'est une explosion des contentieux pour l'accès au guichet (4,5 millions d'euros de dépenses en contentieux pour seulement 6 tribunaux administratifs en janvier 2022). Car la dématérialisation imposée n'est pas légale. Pour les réfugiés ukrainiens, la préfecture de Nancy ouvre ses portes et établit un guichet unique pour simplifier les démarches.

Question : Accepterez-vous de vous engager (de vous battre, comme le font certains parlementaires) pour obliger les préfectures, parce que le droit les y oblige, à redonner un accès humain au guichet de la préfecture à tout étranger qui souhaite être renseigné sur sa demande de séjour, déposer son dossier, connaître son état d'avancement, obtenir un récépissé ?

Réponses

Nordine Jouira : encore un droit fondamental malmené depuis plusieurs années. Le droit d'asile a été porté par la France en 1793 – l'accueil est une tradition française – c'est le phare de l'humanité qui s'est éteint. Aujourd'hui, les personnes sont traitées de manière inhumaine (je vois tous les jours des gens qui galèrent, mineurs non accompagnés, ceux qui vivent des galères). La dématérialisation ça peut être bien mais pas pour rendre plus compliqué, pour entraver le droit des immigrés. Moi personnellement, (Nancy est « championne de France de maltraitance institutionnelle en la matière, tous les avocats le disent), je m'impliquerai sur cette question précise afin que la Meurthe-et-Moselle donne à voir autre chose que cette inhumanité ; oui j'accompagnerai autant qu'il le faudra les publics pour le respect de leur droit. Il faut mettre en place une Commission des Titres de Séjour (c'est dans les propositions de la NUPES), quels qu'ils soient, accueillir les étrangers dignement, se doter de critères très objectifs (« ce qui est bon pour nous, doit être bon pour eux. »). C'est à notre portée de les accueillir sans crispation. Que personne n'instrumentalise ce sujet.

Stéphane Hablot : Pas de réponse personnelle sans me référer aux engagements politiques (NUPES). Le droit d'asile (je m'y engage), c'est facilité pour les Ukrainiens et pas pour les autres populations. Donc oui au guichet unique pour tous. Le débat pour la migration et pour les droits des migrants est compliqué (l'idéologie oui mais aussi la réalité, les droits et devoirs) ; en tant que maire, je vois la misère qui engendre les conséquences sur l'intégration ; je lutterai contre la ghettoïsation ; la migration est sociétale, il faut anticiper, créer des conditions d'accueil dignes dans tout le territoire.

C'est un sujet hypersensible. On n'est pas délinquant par rapport à des origines. Mais il ne faut pas être angélique non plus. Trafic d'organes, réseau proxénètes, ces dérives sont mal vécues dans les quartiers

(40 % votent FN). Oui, il faut trouver des solutions. La terre appartient à tout le monde mais comment on fait ?

QUESTION 4 :

Question soutenue par l'UP2V, CCFD-Terre Solidaire, le MAN

Localement, nombreux sont les citoyens déjà engagés dans une démarche de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre. Les efforts qu'ils fournissent ne doivent pas être découragés par l'insuffisance des prises de position des états. Au niveau national, le Président de la République avait mis en place la Convention Citoyenne pour le Climat (CCC) en octobre 2019 dans le but de proposer des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40% d'ici 2030. La loi votée par le parlement n'en a retenu qu'une minorité.

Lors de la COP26, à Glasgow, l'accord de Paris (COP21) a été enrichi et précisé, ce qui permet aux entreprises émettrices de GES de continuer à le faire. Or il ne faut pas oublier que :

1. La terre et les arbres ne pourront pas indéfiniment compenser les émissions. Leur capacité à compenser va progressivement diminuer avec la baisse des terres disponibles. De plus, on ne peut comparer le temps mis pour produire du pétrole (millions d'années) et celui pour mis pour la croissance et l'utilisation d'un arbre (quelques siècles). Et l'échelle de temps est identique pour la compensation : l'émission de CO₂ a des effets immédiats, tandis que la croissance de la forêt se mesure en dizaines d'années.
2. Autoriser la compensation par des investissements dans la terre, c'est occulter la vie des populations autochtones : spéculation sur les terres, perte de cultures vivrières...
3. L'augmentation de la température a déjà des effets délétères sur la forêt amazonienne. Quand la température est trop élevée (> 45 °C), la photosynthèse s'arrête et la forêt émet du CO₂ alors qu'on attend l'inverse.
4. Et surtout, la compensation naturelle (puits biologiques) n'est pas suffisante pour atteindre la neutralité carbone. D'ailleurs, l'ADEME propose 4 scénarios pour atteindre la neutralité carbone qui vont de la sobriété/efficacité à la capture artificielle (techniques non matures aujourd'hui).

Question : Quelle est votre position pour atteindre la neutralité carbone en 2050 ? Sobriété, efficacité ou progrès techniques ? Dans quelles proportions ?

Réponses

Nordine Jouira : L'organisation NUPES (Nouvelle Union populaire écologique et sociale) prévoit d'appliquer la règle verte qui consiste à ne pas prélever dans la nature plus qu'elle peut supporter (c'est une part de sobriété) et de se donner une méthode, la planification écologique. Personnellement NJ s'impliquera et le cas échéant, avec son groupe, il désobéira aux traités européens. Il faut tourner le dos à la concurrence (plus d'entraide) et au modèle productiviste, développer des filières d'éco-matériaux. Il faut aider les populations à s'adapter aux dérèglements climatiques. La décision politique est urgente, elle va imposer la cadence, mais sans faire peur.

Stéphane Hablot : Pour répondre à l'urgence sociale et écologique, il faut que les élus s'appuient sur les associations qui acquièrent des compétences auprès de spécialistes et participent à éclairer les citoyens pour une prise de conscience. Il faut aussi s'appuyer sur les réalisations révolutionnaires locales et encourager à faire soi-même en maîtrisant, éduquant et accompagnant.

QUESTION 5 :

Soutenue par le Collectif Désarmement Nucléaire 54 (Amnesty International groupe de Nancy, ATTAC54, Centre Lorrain d'Information pour le Développement durable et la solidarité internationale, Greenpeace Nancy, Libre Pensée 54, Mouvement pour une Alternative Non-Violente de Nancy,

Mouvement de la Paix Comité SUD 54, Mouvement de l'Objection de Conscience de Nancy, Mouvement international de la Réconciliation, Union syndicale SOLIDAIRES54)

Le 7 juillet 2017, l'ONU a adopté le TIAN (Traité pour l'Interdiction des Armes Nucléaires). Ce même traité est entré en vigueur le 22 janvier 2021 après que 50 pays l'ont ratifié. La France refuse de prendre en compte ce traité international et même de siéger en tant qu'observatrice lors de la future première réunion à l'ONU.

Une très grande majorité de Français sont préoccupés devant les conséquences humanitaires catastrophiques qui résulteraient de toute utilisation d'armes nucléaires et souhaitent voir éliminer ces armes inhumaines et abominables.

Notre collectif local pour le désarmement nucléaire, qui s'inscrit dans la campagne d'ICAN, prix Nobel de la Paix 2017, regroupe plus d'une dizaine d'organisations et vous demande

Question : Lorsque vous serez élu, vous engagez-vous à travailler à la signature et à la ratification de ce traité historique par notre pays, comme d'autres parlementaires de la législature actuelle ?

Réponses

Nordine Jouira : Pas de position très tranchée. L'arsenal atomique est là pour garantir la sécurité de tous les Français sur le territoire, c'est une stratégie de défense historique... Le désarmement unilatéral n'est pas une très bonne idée (ça nous rendrait vulnérable).

Il faut soutenir le travail des ONG, notamment le TIAN, pour aider les grandes nations à entrer dans une solution crédible et commune de démilitarisation. Pour que la France s'inscrive dans une telle démarche et assiste aux réunions en tant qu'observatrice et qu'elle travaille à la ratification de ce traité historique.

Il faut questionner la dissuasion nucléaire qui n'a plus de sens... Un parallèle avec le nucléaire civil (s'il dangereux, le nucléaire militaire l'est aussi).

En conclusion, l'Union Populaire a construit son programme au contact des associations et N. Jouira député sera toujours à leurs côtés.

Stéphane Hablot : Pas d'ambiguïté. Oui pour tout faire pour retirer les armes nucléaires à l'échelon mondial. Mais on voit aussi avec la guerre en Ukraine que tous ceux qui ne voulaient pas s'engager dans une défense européenne militaire et tous ceux qui étaient réticents à l'OTAN se posent aujourd'hui des questions (?). Il faut faire en sorte que son pays soit protégé, et c'est pas facile, il est évident qu'il faut s'engager tous ensemble vers le désarmement nucléaire au niveau mondial (multilatéral) il faut que tout le monde signe cet accord.

Pour la paix, pour la non-violence, mais il faut être armé (référence à la citation latine si vis pacem para bellum) - Gandhi aurait été apprécié par Hitler, il aurait été envoyé à Dachau sans complication, mais j'aime bien Gandhi, il n'y a pas de débat là-dessus (!).

En conclusion, S. Hablot salue le travail des associations.